

**Communication sur « l'état d'exception » (1980 – 1983) à l'occasion du
lancement officiel de la commémoration du cinquantenaire de
l'indépendance du Burkina Faso le samedi 20 mars 2010**

Par Pr Basile L. GUISSOU
Directeur de Recherche
INSS/CNRST Ouaga

INTRODUCTION : LA GREVE COMME PRETEXTE

Le SYNEAHV (Syndicat National des Enseignants Africains de Haute-Volta), le SUVESS (Syndicat Unique Voltaïque des Enseignants du Secondaire et du Supérieur (SUVESS) déclenchent une grève qui dure 55 jours (octobre, novembre 1980). Ils exigent entre autres revendications à la fois, le retour au pays de l'épouse du ministre de l'Education nationale qui serait partie en stage à Paris selon une procédure irrégulière, et la démission du Ministre Domba KONATE. Ce dernier refuse carrément. C'est un vieux militant anti-colonialiste du RDA qui estime à juste titre que la grève est politique et vise à déstabiliser la 3^{ème} république. La grève s'arrête le 23 novembre 1980. Le 25 novembre au petit matin, la radio nationale diffuse un communiqué sur fond de musique militaire annonçant comme d'habitude, « la suspension de la constitution, la dissolution de l'assemblée nationale et du gouvernement ».

Le communiqué proclame la création du Comité militaire de redressement pour le progrès national (CMRPN).

Le CMRPN dit « le régime des colonels » inaugure l'entrée officielle des partis politiques civils dans les casernes de l'armée nationale. Ensuite, le CMRPN bouleverse le strict et traditionnel respect de la hiérarchie au sein de l'armée nationale. Pour la première fois, c'est le colonel qui renverse le général. C'est un précédent qui va créer le désordre au sein de l'armée et des ruptures violentes sur la scène politique nationale.

I- LE REGIME DES COLONELS (1980-1982)

Le colonel Saye ZERBO est le tombeur officiel de la troisième république et du Général Président Lamizana SANGOULE obligé de prendre sa retraite de l'armée pour se présenter aux élections présidentielles de 1978 comme candidat du RDA et non plus de l'armée. Le CMRPN et son chef ne se doutent pas qu'ils ne resteront au pouvoir que du 25 novembre 1980 au 7 novembre 1982. Malgré la bénédiction urbi

et orbi par le cardinal Paul ZOUNGRANA en personne du coup d'Etat, présenté comme une « grâce divine », malgré les déclarations musclées de ses chefs et les communiqués de soutien rédigés et diffusés par les activistes politiques civils du MLN/FPV/UPV le régime ne tiendra pas.. Le 7 novembre 1982, aidé de capitaines et de lieutenants fortement politisés, le médecin commandant Jean-Baptiste OUEDRAOGO réussit le troisième vrai coup d'Etat militaire dans notre pays. Après que les colonels aient renversé le général c'est à leur tour d'être renversés par des moins gradés, les commandants. La loi des séries et la simple logique autorisaient de penser que le tour des capitaines arriverait. L'armée était dans les faits, une partie intégrante de la classe politique avec les mêmes clivages idéologiques. Le Conseil provisoire de salut du peuple (CPSC) qui s'installe au pouvoir ce 7 novembre 1982, sera un théâtre d'affrontements politiques ouverts et voilés entre officiers supérieurs, officiers et sous officiers divisés en deux (2) camps : les réactionnaires et les progressistes révolutionnaires.

II- LE CONSEIL PROVISOIRE SERA PROVISOIRE (7 novembre 1982 – 4 août 1983).

Les règlements de comptes politiques vont vite démarrer au sein du conseil. La participation des partis politiques civils dans l'animation politique au sein des casernes devient ouverte et officielle dans les faits. Du MLN/FPV au PAI/LIPAD , en passant par l'ULC, tous clandestins mais actifs à travers leurs journaux diffusés à ciel ouvert, à l'exception notable du PCRV, toute la gauche voltaïque est en effervescence. Tous les militants actifs suivent ce qui se passe au sein du CPSP. De la procédure suivie pour l'élection de Jean-Baptiste OUEDRAOGO comme Président jusqu'à la nomination de Thomas SANKARA comme premier ministre. La tension sociale et politique monte très vite. Les discours officiels du Président et de son premier ministre se contredisent et s'excluent politiquement. Le pouvoir est bicéphale et ça ne pouvait pas durer. Le 17 mai 1983, c'est le camp présidentiel qui passe à l'attaque. Thomas SANKARA est mis aux arrêts et déporté de Ouagadougou avec le commandant Boukary LINGANI. Le capitaine Henri ZONGO se replie à l'intérieur du camp Guillaume OUEDRAOGO avec ses soldats. Seul le capitaine Blaise COMPAORE arrive à s'échapper pour rejoindre sa base du CNEC de Pô à 140 Kms de Ouaga. Adossé au Ghana révolutionnaire du Capitaine John Jerry Rawlings, Blaise COMPAORE va faire de la résistance politique. Il exige la libération de ses camarades, la reconstitution du CPSP en lieu et place de la nouvelle instance CSP, pour discuter de la conduite du pays. Politiquement, le pays se divise en deux (02) camps. La capitale est en proie à des marches et à des contre-marches, soit pour soutenir Jean-Baptiste OUEDRAOGO et son conseil de salut du peuple, soit pour condamner le

« coup de force du 17 mai 1983 », et exiger la libération de Thomas SANKARA et ses camarades. Le pouvoir est vacant puisqu'au sein du conseil de salut du peuple l'unanimité est impossible pour décider de la conduite politique à tenir.

Le CSP avait-il la force pour réprimer et réduire au silence le camp d'en face ?

Toute la classe politique savait que la décision se fera à travers le rapport des forces dans les casernes. Et ça ne va pas tarder.

III- LA REVOLUTION DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE DU 4 AOUT 1983

Le 4 août est la veille de la fête nationale du pays depuis l'indépendance politique le 05 août 1960. Le message à la nation du Président Jean Baptiste OUEDRAOGO à la radio et à la télévision à vingt heures est suivi avec intérêt par tous les citoyens compte tenu du contexte. Le Président devait donner sa version des faits et des événements du 17 mai 1983. Rares sont les personnes qui vont remarquer l'entrée discrète dans la capitale des camions bâchées en provenance de Pô. Les camions appartenaient à une société canadienne de construction de routes. Ils avaient été réquisitionnés à Pô par les commandos du capitaine Blaise COMPAORE pour se faire déposer dans les fossés de canalisation aux abords des points stratégiques de Ouagadougou.

Le message à la nation du Président Jean Baptiste OUEDRAOGO sera d'une violence politique mémorable contre l'aile progressiste du CPSP et son ex premier ministre. Il accuse et dénonce les « communistes athées » et leurs « groupuscules » qui manipulent les officiers arrêtés ou en rébellion, pour « livrer le pays à l'aventure ». Le ton était donné. Chacun était fixé sur l'inévitable affrontement au sein de l'armée. Mais quand ? A la fin du message, c'est l'hymne national qui est diffusé. Après l'écran reste noir à la télévision et la radio cesse d'émettre pendant quelques longues minutes. Puis, tout d'un coup, les images et le son reviennent avec le visage de Thomas SANKARA qui annonce qu'une époque prend fin et que le pays commence l'expérience de la révolution démocratique et populaire sous la direction du Conseil National de la Révolution. L'ère politique des capitaines et des lieutenants commence, après celle des généraux, des colonels et des commandants. La place et le rôle des militaires dans la vie politique nationale s'affirmera beaucoup plus clairement en 1984. La volonté d'effacer la différence entre civil et militaire sur le terrain politique sera officiellement proclamée. Comme tous les coups d'Etats, celui du 4 août 1983 est aussi sponsorisé par des partis politiques civils (PAI/LIPAD et ULCR) des syndicats et des associations. D'autres aussi condamnent et dénoncent comme le PCRV et le MLN/FPV clandestins, et les syndicats sous leur contrôle. Le

syndicat des enseignants(SYNEAHV) en congrès à Bobo-Dioulasso adopte une motion de condamnation du CNR dans la nuit même du 04 au 5 août 1983. Il est évident à partir de là que les rapports entre le CNR et les forces politiques et syndicales opposées à son coup d'Etat vont vite s'envenimer. Le CNR sévit et réprime à ciel ouvert. Le discours d'orientation politique du 02 octobre 1983 délimite clairement, le camp du peuple avec le CNR en tête et le camp des ennemis du peuple où sont rangés tous les opposants réels ou même virtuels. Il n'y a pas de milieu : si tu n'es pas avec le CNR, c'est que tu es obligatoirement contre le CNR et contre le peuple. Le CNR rebaptise le pays, change le drapeau et l'hymne national. Il crée les comités de défense de la révolution (CDR) sur toute l'étendue du territoire, dans les 8000 villages, dans les quartiers et tous les services publics. Le CDR et le CNR sont nés ensemble, la nuit du 04 août 1983, à travers la proclamation radio télévisée du capitaine Thomas SANKARA, Président du CNR. Dans l'histoire politique du Burkina (1960-1983) aucun régime n'avait osé prendre ce risque politique de distribuer aussi facilement le pouvoir à des structures qu'il n'avait aucun moyen de contrôler concrètement. En appelant depuis Ouagadougou, à la création des CDR par élection à la queue leu – leu, dans tout le pays, et en les armant de Kalashniko peu de temps après, c'était en soi , une audace politique presque suicidaire. En tous cas la pratique conduira lentement et sûrement le CNR et son gouvernement vers le choix de régler ses contradictions politiques par les armes.

Dès 1984, ce sont 1400 enseignants qui sont licenciés pour « faits de grève politique ». C'était prévisible. La direction du syndicat qui avait déjà condamné et dénoncé le CNR dès le 4 août 1983 savait très bien les risques encourus en déclenchant cette grève. Les responsabilités historiques doivent être équitablement partagées. Le MLN/FPV/UPV voulait en découdre avec le PAI et l'ULCR, par son syndicat interposé. Il a reçu la réplique politique qui s'imposait. Après les enseignants, il y aura un complot déjoué qui entraîne l'exécution de sept (7) personnes en 1984. Les contradictions internes au CNR et au gouvernement provoquent le renvoi des ministres militants du PAI du gouvernement et l'arrestation de ses dirigeants. Ensuite ce sera le tour des militants et des dirigeants de l'ULCR en 1987. Tous les observateurs avertis de la vie politique nationale savaient que la tension politique montait de plus en plus au sein du CNR et de son gouvernement en 1986/1987. Les rumeurs circulaient sur les dissensions au sein des instances dirigeantes. Le climat politique se détériorait visiblement. La confiance entre camarades avait cédé la place à la méfiance. Tout le monde était contre tout le monde comme on dit. L'enthousiasme des premières années de la révolution, cette substance vitale qui avait rendu possible toutes les réalisations concrètes (routes,

écoles, dispensaires, campagnes d’alphabétisation et de vaccination, reboisement massifs barrages et retenus d’eau) retombait. Les structures politiques de jeunes, femmes, anciens se mourraient. Le discours du Président Thomas SANKARA, le 4 août 1987, à l’occasion du 4^{ème} anniversaire de la révolution mérite d’être cité. Il faisait le constat suivant : « En quatre ans de révolution..... nous avons donné l’impression de vouloir tout changer et tout de suite. ». C’était vrai les divergences politiques avaient été mal gérées au sein même du CNR et entre ses principaux dirigeants. En vérité, la « sortie de crise » sera presque fatalement remise au seul langage des armes. Et c’est ce qui s’est passé dans l’après midi du 15 octobre 1987, où la fusillade au sein du siège même du CNR, au « Conseil de l’Entente » où le Président Thomas SANKARA perdra la vie. Bien sûr, beaucoup a été dit et écrit sur cet épisode tragique de notre historique. Chacun peut se faire son opinion.

A mon modeste niveau, l’essentiel est de savoir et de pouvoir assumer cette page noire dans un esprit de responsabilité partagé entre tous les acteurs politiques de l’époque. C’est notre histoire commune et nous devons l’assumer avec courage et lucidité. Thomas SANKARA est un héros national pour tous les burkinabé et c’est tant mieux pour nous tous.

La génération des révolutionnaires a été incapable de se doter de moyens autres que la violence pour résoudre ses contradictions internes. Le constat fondamental est à ce niveau.

CONCLUSION

Quel peuple, dans quel pays du monde aujourd’hui peut prétendre avoir fait un parcours politique sans violences, sans morts et sans martyrs ? Il n’en existe pas !